

LE COMMENTAIRE

de Jacques Delpla

Et maintenant il faut donner un avenir à Chypre

Un Aphrodeal pour Aphrodite » doit être l'objectif de l'Europe à Chypre : comment restaurer la paix, la réunification et la prospérité dans cette île, berceau de l'Europe, où Aphrodite est née selon Ovide ?

Chypre est occupée militairement depuis 1974 à 38 % par la Turquie. Eloignée du continent, soumise à un blocus commercial et naval par la Turquie (son plus proche marché), voisine d'une Syrie en guerre, dans un Proche-Orient en crise, Chypre a peu d'atouts économiques. Pour compenser, elle a bâti un paradis fiscal, une économie « casino », seule ressource possible. L'affreux deal imposé à Aphrodite cette semaine est nécessaire, inévitable, mais sans espoir. Forcée à choisir entre le suicide lent (fin du paradis bancaire, principale ressource de l'île) et le suicide immédiat (sortir de l'euro, de l'UE et se retrouver seule face à une Turquie perçue comme létale), les Chypriotes ont d'abord refusé de choisir, puis ont opté pour la mort lente. L'Europe ici a oublié sa première mission : la paix.

Chypre, c'est comme Berlin-Ouest pendant la guerre froide. Dans les deux cas, une faute initiale : l'annexion de Chypre par le gouvernement des colonels grecs en 1974 pour l'un, le nazisme pour l'autre.

Mais, alors que Berlin fut soutenue militairement et économiquement par l'Occident pendant quarante ans, l'Europe n'a rien fait pour résoudre la partition de l'île.

Il faut un plan global de paix, avec le Royaume-Uni, la Grèce et la Turquie (les trois pays engagés par le Traité de garantie de 1960 à assurer la sécurité et l'intégrité territoriale de la République de Chypre), ainsi qu'avec l'UE, la Russie et les Etats-Unis. Chypre doit être réunifiée complètement et les droits de la minorité turque

Il faut un plan global de paix et une réunification de l'île.

garantis de manière crédible par ces pays. Pour avoir l'accord de l'armée turque, il faudra la payer pour le relogement et la compensation des 30.000 militaires qu'elle stationne et qui devront quitter l'île (comme l'Armée rouge en ex-RDA). Chypre doit devenir l'avant-poste, la vitrine de l'UE pour un Proche-Orient en crise, avec des universités internationales, des étudiants de la région, des centres de recherche et des organisations internationales concernant toute la région. Chypre doit devenir

une Suisse du Proche-Orient. Chypre doit devenir le Singapour du Proche-Orient : une économie ouverte, flexible, fondée sur la connaissance, le commerce et les services financiers et juridiques. Chypre n'aura plus de banques propres, mais elle peut devenir la place de services financiers et commerciaux du Proche-Orient, en fournissant un cadre juridique bien défini et sûr (il est calqué sur le droit anglais), reconnu par tous et garanti par l'UE. L'UE devra effacer la dette chypriote, comme on l'a fait pour l'Allemagne en 1953. Les Chypriotes turcs bénéficieront aussi massivement de ce plan de paix.

Qui va payer ? L'UE, mais aussi et surtout la Grande-Bretagne, garante de l'intégrité du pays, l'Allemagne (l'Europe a payé pour sa sécurité et sa réunification ; elle a effacé ses dettes) et la France (seule puissance militaire de la zone euro capable de garantir la sécurité). Le discours allemand actuel (pas 1 euro de plus pour Chypre) est moralement et politiquement insupportable : l'Europe paiera beaucoup plus pour Chypre, car l'Europe c'est d'abord la paix et... Aphrodite.

Jacques Delpla est professeur associé à l'Ecole d'économie de Toulouse.